

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Public Works and Government Services Canada  
Telus Plaza North/Plaza Telus Nord  
10025 Jasper Ave./10025 ave. Jaspe  
5th floor/5e étage  
Edmonton  
Alberta  
T5J 1S6  
Bid Fax: (780) 497-3510**

## Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

## Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Public Works and Government Services Canada  
Telus Plaza North/Plaza Telus Nord  
10025 Jasper Ave./10025 ave Jasper  
5th floor/5e étage  
Edmonton  
Alberta  
T5J 1S6

<b>Title - Sujet</b> COMMERCIAL LAB SERVICES	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 23295-130049/A	<b>Date</b> 2012-07-19
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 23295-130049	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$EDM-002-9481
<b>File No. - N° de dossier</b> EDM-2-35079 (002)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2012-08-30</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Mountain Daylight Saving Time MDT
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Scott, Jasmine	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> edm002
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (780)497-3578 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (780)497-3510
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF NATURAL RESOURCES 1 OIL PATCH DR. DEVON ALBERTA T9G 1A8 Canada	
<b>Security - Sécurité</b> This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Vendor/Firm Name and Address</b>	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b>	
<b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)</b>	
<b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

## TABLE DES MATIÈRES

### PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

### PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

### PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

### PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

### PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

### PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

#### A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée de l'offre à commandes
4. Responsables
5. Utilisateurs désignés
6. Instrument de commande
7. Limitation financière
8. Ordre de priorité des documents
9. Attestations
10. Lois applicables
11. Clauses du guide des CCUA

#### B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation
6. Ressortissants étrangers
7. Exigences en matière d'assurance
8. Clauses du guide des CCUA

Solicitation No. - N° de l'invitation

23295-130049/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

edm002

Client Ref. No. - N° de réf. du client

23295-130049

File No. - N° du dossier

EDM-2-35079

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

**Liste des annexes :**

- Annexe A - Énoncé des travaux
- Annexe B - Base de paiement
- Annexe C - Rapport sur l'utilisation de l'offre à commandes
- Annexe D - Exigences en matière d'assurance
- Annexe E - Processus d'évaluation, évaluation financière et méthode de sélection de l'entrepreneur
- Annexe F - Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire

---

## **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1. Introduction**

La demande d'offre à commandes (DOC) contient six parties et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- |          |  |
|----------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;  |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;  |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;  |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;  |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir;   |
| Partie 6 | 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent:<br><br>6A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;<br><br>6B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, Rapport sur l'utilisation de l'offre à commandes, Exigences en matière d'assurance, Processus d'évaluation, évaluation financière et méthode de sélection de l'entrepreneur et Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire.

### **2. Sommaire**

Une offre à commandes individuelle et régionale est nécessaire pour l'ensemble de la main-d'œuvre, des outils, du matériel, de l'équipement et de la supervision nécessaires pour fournir les essais en laboratoire, sur demande, pour le ministère des Ressources naturelles Canada, CanmetÉNERGIE, Devon, Alberta, conformément à l'annexe A de l'énoncé des travaux.

L'offre à commandes sera en place pour trois années consécutives à partir de la date de l'octroi. Les services doivent être fournis en fonction des conditions précisées dans le présent document.

Les exigences sont soumises aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

### **3. Compte rendu**

Après l'émission d'une offre à commandes, les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

---

## PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

### 1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des \_  
(<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2012-07-11) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : Cent vingt (120) jours

#### 1.1 Clauses du guide des CCUA

M0019T (2007-05-25), Prix et(ou) taux fermes

### 2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

### 3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

### 4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Alberta et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

---

## PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

### 1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (2 copies papier)

Section II : offre financière (1 copies papier)

Section III: attestations (1 copies papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les offrants à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

#### Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité l'annexe B, Base de paiement . Le montant total de la taxe sur les produits et les services ou de la taxe sur la vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

M0222T (2010-01-11), Évaluation du prix

#### Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) ( ) les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA \_\_\_\_\_

Master Card \_\_\_\_\_

- b) ( ) les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

---

**Section III: Attestations**

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

**PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION****1. Procédures d'évaluation**

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
  - b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.
- 1.1 Évaluation technique**  
Les critères d'évaluation obligatoires et des " Essais de précision en laboratoire " sont inclus à l'annexe E.

**1.2 Évaluation financière**

L'évaluation financière figure à la partie B de l'annexe « E », Évaluation financière.

**2. Méthode de sélection**

La méthode de sélection figure à la partie C de l'annexe « E ».

---

## PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'une offre à commandes soit émise, les offrants doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une offre non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par les offrants pendant la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les offrants respectent les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée non recevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

### 1. **Attestations pour le Code de conduite - Consentement à la vérification de l' d' casier judiciaire**

#### 1.1 **Les offrants doivent fournir avec leur offre, à la date de clôture de la demande d' à commandes:**

- a) la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de l'
- b) un formulaire de Consentement à la vérification de l' d' casier judiciaire (PWGSC-TPSGC 229) dûment complété et signé, pour chacun des individus nommés dans la liste, **reproduite ci-joint a l'Annexe F.**

### 2. **Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes**

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

#### 2.1 **Programme de contrats fédéraux - plus de 25 000\$ et moins de 200 000\$**

Les fournisseurs qui sont assujettis au Programme de contrats fédéraux (PCF) et qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement fédéral au-delà du seuil prévu par le *Règlement sur les marchés de l'état* pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDCC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :



Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

- (a) ☐ n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents et/ou temporaires, ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- (b) ☐ n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'quit en matire d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;
- (c) ☐ est assujéti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein, ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC puisqu'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus.
- (d) ☐ n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : \_\_\_\_\_ .

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC (<http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/egalite/pcf/index.shtml>).

## 2.2 Attestation pour ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

### Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a) un individu;
- b) un individu qui s'est incorporé;
- c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en

place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, dans le contexte de la formule de réduction des honoraires, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension dans la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de

retraite supplémentaires, L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

**Ancien fonctionnaire touchant une pension**

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension tel qu'il est défini ci-dessus?

OUI ( ) NON ( )

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) a date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

**Programme de réduction des effectifs**

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs?

OUI ( ) NON ( )

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) es conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c) la date de la cessation d'emploi;
- d) le montant du paiement forfaitaire;
- e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g) nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

**Attestation**

En déposant une offre, l'offrant atteste que l'information fournie par l'offrant pour répondre aux exigences ci-dessus est exacte et complète.

**2.3 Exigences en matière d'assurance**

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe D si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du

Solicitation No. - N° de l'invitation

23295-130049/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

edm002

Client Ref. No. - N° de réf. du client

23295-130049

File No. - N° du dossier

EDM-2-35079

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

---

## PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

### A. OFFRE À COMMANDES

#### 1. Offre

1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe «A».

#### 2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des <http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp> publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

##### 2.1 Conditions générales

2005 (2012-07-16), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

##### 2.2 Offres à commandes - établissement des rapports

###### 2.2.1 Rapports d'utilisation périodique - offres à commandes

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre les achats payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « C ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres ou indiquer une autre période de référence) au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;  
Deuxième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;  
Troisième trimestre : du 1er janvier au 31 mars;  
Quatrième trimestre : du 1er avril au 30 juin.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

### 3. Durée de l'offre à commandes

#### 3.1 Période de l'offre à commandes

Il sera possible de passer des commandes subséquentes à l'offre à commande et de fournir des services connexes pendant trois (3) ans à partir de la date d'attribution de l'offre à commandes.

### 4. Responsables

#### 4.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Jasmine Scott  
Spécialiste en approvisionnements  
Approvisionnement, Région de l'Quest  
Direction générale des approvisionnements

Adresse : Plaza Telus Nord  
10025, avenue Jasper, 5e étage  
Edmonton (Alberta) T5J 1S6

Téléphone: 780-497-3578  
Télécopieur: 780-497-3510  
Courriel: jasmine.scott@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

#### **4.2 Chargé de projet** (À remplir au moment de l'émission de l'offre à commandes)

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est :

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

#### **4.3 Représentant de l'offrant** (À remplir par l'offrant)

L'offrant a désigné le représentant suivant à titre de personne-ressource pour toute question ayant trait à la présente OC:

Nom: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_

Télécopieur: \_\_\_\_\_

Courriel: \_\_\_\_\_

#### **5. Utilisateurs désignés**

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est: CanmetÉNERGIE de Ressources naturelles Canada, à Devon, en Alberta.

#### **6. Instrument de commande**

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes, etc.) ou un document électronique.

#### **7. Limite des commandes subséquentes**

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 5000.00\$ (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse).

---

**8. Ordre de priorité des documents**

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2012-07-16), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services;
- d) les conditions générales 2010C (2012-07-16) Conditions générales - services (complexité moyenne);
- e) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'Annexe « C », Rapport sur l'utilisation de l'offre à commandes;
- h) l'Annexe « D », Exigences en matière d'assurance;
- i) l'offre de l'offrant en date du \_\_\_\_\_.

**9. Attestations****9.1 Conformité**

Le respect des attestations fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

**10. Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur Alberta.

**11. Clauses du guide des CUA**

M3000C (2006-08-15) Listes de prix

---

**B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

**1. Énoncé des travaux**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

**2. Clauses et conditions uniformisées****2.1 Conditions générales**

2010C (2012-07-16), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 13, Intérêt sur les comptes en souffrance, 2010C (2012-07-16) Conditions générales - services (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

**3. Durée du contrat****3.1 Période du contrat**

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

**4. Paiement****4.1 Base de paiement - limitation des dépenses**

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux établis conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de (*selon le document de la commande subséquente*)\$. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

**4.2 Limitation des dépenses**

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de (*selon le document de la commande subséquente*)\$. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
- b) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
- c) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,

selon la première de ces conditions à se présenter.

3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

**4.3 Clauses du guide des CUA**

A9117C (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client

C0705C (2010-01-11), Vérification discrétionnaire des comptes  
C2000C (2007-11-30), Taxes - entrepreneur établi à l'étranger  
H1000C (2008-05-12), Paiement unique

#### 4.4 Paiement par carte de crédit

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : \_\_\_\_\_ et \_\_\_\_\_.

### 5. Instructions pour la facturation

#### 5.1 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit être appuyée par :

- a) une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance.

2. Les factures doivent être distribuées comme suit :

- a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

### 6. Ressortissants étrangers

#### 6.1 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien) *(si le soumissionnaire retenu est un entrepreneur canadien)*

Clauses du guide des CCUA A2000C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

**OU**

#### 6.2 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger) *(si le soumissionnaire retenu est un entrepreneur étranger)*

Clauses du guide des CCUA A2001C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

### 7. Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe D. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.



Solicitation No. - N° de l'invitation

23295-130049/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

edm002

Client Ref. No. - N° de réf. du client

23295-130049

File No. - N° du dossier

EDM-2-35079

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

**8. Clauses du guide des CUA**

D3015C (2007-11-30), Marchandises dangereuses/produits dangereux

---

## **ANNEXE « A » ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

**TITRE :** Analyse en laboratoire

### **A) CONTEXTE**

CanmetÉNERGIE – Devon travaille sur divers projets de recherche liés à l'industrie des sables bitumineux. Plusieurs projets financés à l'interne et de recouvrement des coûts désignés pour l'exercice 2012-2013 sont axés sur le traitement des résidus. Afin de réussir dans cette initiative, les échantillons de recherche doivent être entièrement définis. La quantité des analyses en laboratoire nécessaires est trop grande pour les effectuer à l'interne. CanmetÉNERGIE ne possède pas l'équipement ni le personnel requis pour obtenir des résultats en temps opportun. Ces projets produiront des échantillons qui devront être envoyés dans les laboratoires commerciaux à des fins d'analyse.

Un vaste pourcentage des échantillons qui seront envoyés en analyse représentera des résidus fins mûrs. Un résidu fin mûr typique contient 35 % de solides minéraux, 2 % de bitume et 63 % d'eau. Une petite partie du travail peut comprendre les minerais de sables bitumineux et les ruisseaux d'extraction liés, comme les mousses, les mixtes et les résidus. Les analyses requises peuvent comprendre l'extraction Dean Stark, le titrage au bleu de méthylène pour l'activité de l'argile, la distribution granulométrique et le pourcentage des fines et dépendront des exigences du projet.

### **B) QUANTITÉ ET UTILISATION DES ÉCHANTILLONS**

L'offrant doit être en mesure de traiter un gros volume d'échantillons (en particulier pour Dean Stark) et de fournir les résultats en temps opportun. Selon les exigences du projet, un envoi peut comprendre de 5 à 100 échantillons.

Tous les minéraux restants de chaque échantillon doivent être retournés à CanmetÉNERGIE dans les cinq jours de la réalisation des analyses d'échantillons et de l'acceptation des résultats par CanmetÉNERGIE.

Pendant une année, nous pouvons évaluer jusqu'à 200 échantillons. Voici une liste des échantillons qui peuvent être produits pour analyse.

- Échantillons de résidus fins mûrs : la taille de chaque échantillon sera de 100 à 200 g (environ 35 % en poids de solides, 2 % en poids de bitume et 63 % en poids d'eau).
- Échantillons de minerais : la taille de chaque échantillon sera de 50 à 80 g (environ 10 % en poids de bitume, 80 % en poids de solides et 10 % en poids d'eau).
- Mousse primaire : la taille de chaque échantillon sera de 100 à 500 g (environ 50 % en poids de bitume, 10 % en poids de solides et 40 % en poids d'eau).
- Mousse secondaire : la taille de chaque échantillon sera de 1 à 100 g (environ 50 % en poids de bitume, 10 % en poids de solides et 40 % en poids d'eau).
- Mixtes : la taille de chaque échantillon sera de 1 à 1,5 L (environ 1 à 2 % en poids de bitume, 15 % en poids de solides et 85 % en poids d'eau). Étant donné le faible contenu en solides de ces échantillons, l'échantillon complet doit être traité par Dean Stark pour rétablir la quantité maximale de solides possible.
- Résidus : la taille de chaque échantillon sera de 500 g à 1 kg (environ 2 à 5 % en poids de bitume, 85 % en poids de solides et 10 % en poids d'eau).

Des analyses Dean Stark seront requises pour déterminer les quantités exactes de bitume, de solides et d'eau pour tous les échantillons. Selon les exigences du projet, les minéraux récupérés de l'analyse Dean Stark peuvent également nécessiter la distribution granulométrique, le pourcentage de fines et le titrage au bleu de méthylène. Les minéraux récupérés de l'extraction Dean Stark doivent être retournés à CanmetÉNERGIE. Un minimum de 35 g de minéraux est exigé par CanmetÉNERGIE pour effectuer d'autres analyses de caractérisation à l'interne.

**Grille des exigences d'analyse des échantillons potentiels :**

Type d'échantillon	Dean Stark	Distribution granulométrique	Pourcentage des fines	Bleu de méthylène	Solides retournés
Résidus fins mûrs	X	X	X	X	X
Minerai	X	X		X	X
Mousse primaire	X				X
Mousse secondaire	X				X
Mixtes	X		X	X	X
Résidus	X	X		X	X

La charge de l'échantillon est répartie tout au long de l'année et dépend entièrement des exigences du projet. Cela signifie que les volumes peuvent être élevés un mois et faibles le mois suivant.

**C) EXIGENCES D'ANALYSE****Extraction Dean Stark**

Les échantillons fournis doivent être extraits dans leur totalité ou l'offrant doit indiquer à CanmetÉNERGIE la méthode d'homogénéisation utilisée pour obtenir un sous-échantillon représentatif avant l'extraction. La méthode utilisée doit permettre des sous-échantillons représentatifs, réussis et uniformes avec des résultats reproductibles sur les sous-échantillons de la même source.

Certains des échantillons fournis peuvent contenir un pourcentage élevé d'eau et un faible pourcentage de solides. CanmetÉNERGIE souhaite acquérir les solides pour d'autres caractérisations à l'interne. Environ 35 g des solides minéraux doivent être retournés à CanmetÉNERGIE pour d'autres analyses. L'offrant doit être en mesure d'extraire les échantillons entiers, peu importe la taille de ceux-ci. Si l'offrant ne peut pas traiter ces échantillons en un tour d'extraction (avec de grosses cartouches de 90 x 200 mm), il doit être en mesure de fournir à CanmetÉNERGIE des tours multiples avec des cartouches de taille standard (43 x 123 mm). Les résultats des tours multiples d'extraction doivent être reproductibles.

**Résultats requis**

L'offrant doit fournir à CanmetÉNERGIE l'information qui suit pour chaque tour d'échantillon :

1. Le poids initial de l'échantillon utilisé pour l'analyse.
2. Le poids des fractions : le poids du bitume, des solides et de l'eau récupérés de l'extraction.
3. Le pourcentage de chaque fraction : bitume, solide et eau.
4. Le contenu en bitume, en eau ou en minéraux ne peut pas être déterminé par différence, sauf dans des circonstances spéciales et avec l'autorisation du consignateur des échantillons. Les échantillons doivent tous être déterminés par analyse quantitative afin de garantir que la clôture du bilan massique soit à l'intérieur de +/-5 %.
5. L'offrant doit être en mesure de déterminer le bitume par une méthode d'évaporation et une méthode de papier filtre. L'offrant doit être en mesure de déterminer le bitume par les deux méthodes et de le faire selon une routine basée sur nos exigences du projet ou une demande pour le projet.

Bien qu'une partie des minéraux de l'extraction seront requis pour d'autres analyses aux installations commerciales, tous les minéraux restants de l'analyse seront retournés à CanmetÉNERGIE.

### **Titrage au bleu de méthylène**

L'offrant doit être en mesure de réaliser les analyses au bleu de méthylène sur les minéraux extraits de la procédure Dean Stark. L'offrant doit être en mesure de réaliser ce titrage et d'assurer une dispersion complète des minéraux pendant la préparation des échantillons. L'offrant doit accepter de travailler avec la procédure de dispersion élaborée par CanmetÉNERGIE si ses procédures d'exploitation uniformisée pour la dispersion sont insuffisantes. CanmetÉNERGIE fournira gratuitement à l'offrant, au besoin, les procédures d'exploitation uniformisée pour la dispersion de CanmetÉNERGIE.

### **Résultats requis**

Les résultats doivent être présentés en tant que milliéquivalents de bleu de méthylène par 100 g de solides.

### **Analyse granulométrique**

L'offrant doit être en mesure de réaliser une analyse granulométrique standard sur les minéraux extraits avec les dimensions de tamis suivantes : 2 mm, 1 mm, 450 µm, 250 µm, 150 µm, 75 µm et 45 µm. Si l'offrant n'utilise pas de tamis, une autre méthode utilisant les instruments d'analyse (comme la diffusion de la lumière laser) serait acceptable pourvu que l'analyse puisse présenter des dimensions de particules variant de 400 µm à 2 µm. Le prix de la distribution granulométrique par deux méthodologies différentes est exigé dans cette proposition. Veuillez noter que les échantillons nécessitant des analyses de distribution granulométrique nécessiteront seulement des analyses par une méthodologie et la méthode sélectionnée dépendra des exigences du projet.

### **Résultats requis**

Les résultats présentés devraient comprendre des pourcentages inférieurs à 1 mm, 450 µm, 250 µm, 150 µm, 75 µm, 45 µm, 10 µm, 5 µm, 2 µm ou un pourcentage cumulatif passant aux dimensions d'intérêt.

### **Pourcentage des fines**

L'analyse du pourcentage des fines servira à déterminer le pourcentage en poids des minéraux dont la dimension est de plus ou moins 45 µm. Cette analyse peut être effectuée avec des tamis ou des instruments utilisant la diffusion de la lumière laser ou l'absorption des rayons X.

### **Résultats requis**

Les résultats seront présentés par % en poids -45 µm.

## **D) PROCESSUS D'ANALYSE DES ÉCHANTILLONS**

Le chargé de projet communiquera avec l'offrant pour prévoir l'expédition des échantillons et lui offrir des conseils sur :

- le nombre d'échantillons;
- le type d'analyse nécessaire pour chaque échantillon.

L'offrant n'effectuera pas les tâches spécifiées à moins et jusqu'à ce que CanmetÉNERGIE publie une commande subséquente à l'offre à commandes.

**E) TEMPS DE RÉPONSE**

L'offrant doit répondre à la demande de CanmetÉNERGIE soit par courriel ou téléphone dans les 24 heures afin de déterminer les délais et les calendriers de livraison.

L'offrant doit être en mesure de répondre et de fournir un service de routine dans les cinq jours ouvrables après la réception des échantillons et la commande subséquente à l'offre à commandes.

**F) BORDEREAUX D'EMBALLAGE**

Toutes les livraisons doivent comprendre des bordereaux d'emballage en référence au numéro de la commande.

Les échantillons solides retournés à CanmetÉNERGIE doivent être emballés de façon appropriée.

**G) ÉLIMINATION DES ÉCHANTILLONS**

L'offrant fournira la tarification des services d'élimination si ceux-ci sont nécessaires pour une analyse exigée par CanmetÉNERGIE. L'offrant est chargé de l'élimination des échantillons, si nécessaire, et de l'analyse des sous-produits; celles-ci doivent être conformes aux lois et aux règlements de sécurité environnementale municipaux, territoriaux, provinciaux et fédéraux.

**H) FRAIS DE TRANSPORT**

CanmetÉNERGIE enverra les échantillons directement à l'offrant aux fins d'analyse. Si des échantillons solides sont retournés à CanmetÉNERGIE, les prix indiqués à la section « Autres exigences, Solides retournés » de l'annexe B des modalités de paiement s'appliqueront en fonction des échantillons.

**I) PRÉSENTATION DE RAPPORT**

Tous les résultats seront soumis à CanmetÉNERGIE une fois l'analyse terminée. La diffusion des résultats sera conforme aux spécifications indiquées pour chaque analyse (Dean Stark, titrage au bleu de méthylène, distribution granulométrique et pourcentage des fines). Les résultats peuvent être transmis à CanmetÉNERGIE par courriel.

**J) ERREURS ET ÉCARTS**

Si CanmetÉNERGIE relève des erreurs ou des écarts dans le rapport, CanmetÉNERGIE communiquera avec l'offrant afin de discuter des causes et des solutions possibles (comme des erreurs de calcul, des erreurs d'étiquetage, etc.). Si l'écart est causé par une erreur de l'offrant et que l'échantillon doit être soumis de nouveau pour une analyse complète, l'offrant sera responsable des coûts associés à la reprise de l'analyse. Si l'écart est attribuable à des erreurs effectuées par CanmetÉNERGIE, ce dernier sera responsable des coûts associés à la reprise de l'analyse comme indiqué à l'annexe B des modalités de paiement.

**K) QUALITÉ DU TRAVAIL**

L'ensemble du travail dont il est question ci-dessus doit être effectué conformément aux codes d'application fédérale, provinciale, territoriale ou municipale fournis, pourvu que, en cas de conflit ou d'écart, l'exigence la plus stricte s'applique.

## ANNEXE « B » BASE DE PAIEMENT

- Les prix doivent rester fermes pour la durée de l'offre à commandes.
- Les prix unitaires fermes comprennent l'ensemble de la main-d'œuvre, des outils, du matériel, de l'équipement, du transport et de la supervision nécessaires pour réaliser le travail indiqué à l'annexe A, Énoncé des travaux.
- **Un prix est requis pour chaque article énuméré ci-dessous afin d'être considéré comme une soumission recevable.**
- Les prix ne comprennent pas la TPS/TVH. Toutefois, la TPS/TVH sera ajoutée en tant qu'article distinct sur toutes les factures établies dans le cadre de cette offre à commandes.
- Les estimations de l'utilisation servent à des fins d'évaluation seulement, la consommation réelle peut varier.

### PREMIÈRE ANNÉE :

	Description	Année 1	Estimation de l'utilisation annuelle
<b>A</b>	<b>Analyse Dean Stark</b>		
1	Minerai (jusqu'à 80 g)	_____ \$/ch	5 échantillons
2	Mousse primaire (jusqu'à 500 g)	_____ \$/ch	50 échantillons
3	Mousse secondaire (jusqu'à 100 g)	_____ \$/ch	5 échantillons
4	Mixtes (jusqu'à 1,5 L)	_____ \$/ch	5 échantillons
5	Résidus (jusqu'à 1000 g)	_____ \$/ch	5 échantillons
6	Résidus fins mûrs (100 à 500 g)	_____ \$/ch	300 échantillons
<b>B</b>	<b>Analyse des particules</b>		
1a.	Minerai (jusqu'à 80 g) par tamis	_____ \$/ch	5 échantillons
1b.	Minerai (jusqu'à 80 g) par diffusion de la lumière laser	_____ \$/ch	5 échantillons
2a.	Résidus (jusqu'à 1000 g) par tamis	_____ \$/ch	5 échantillons
2b.	Résidus (jusqu'à 1000 g) par diffusion de la lumière laser	_____ \$/ch	5 échantillons
3a.	Résidus fins mûrs par tamis	_____ \$/ch	300 échantillons
3b.	Résidus fins mûrs par diffusion de la lumière laser	_____ \$/ch	300 échantillons
<b>C</b>	<b>Pourcentage des fines</b>		
1	Mixtes (jusqu'à 1,5 L) par tamis	_____ \$/ch	5 échantillons
2	Mixtes (jusqu'à 1,5 L) par diffusion de la lumière laser	_____ \$/ch	5 échantillons
<b>D</b>	<b>Analyse du titrage au bleu de méthylène</b>		
1	Minerai (jusqu'à 80 g)	_____ \$/ch	5 échantillons
2	Mixtes (jusqu'à 1,5 L)	_____ \$/ch	5 échantillons
3	Résidus (jusqu'à 1000 g)	_____ \$/ch	5 échantillons
4	Résidus fins mûrs (100 à 500 g)	_____ \$/ch	300 échantillons
<b>E</b>	<b>Autres exigences</b>		
1	Retour des solides (prix incluant les récipients des échantillons, l'étiquetage, les frais de transport jusqu'à CanmetÉNERGIE, au besoin, etc.)	_____ \$/ch	370 échantillons

**DEUXIÈME ANNÉE :**

	Description	Année 2	Estimation de l'utilisation annuelle
<b>A</b>	<b>Analyse Dean Stark</b>		
1	Minerai (jusqu'à 80 g)	_____ \$/ch	50 échantillons
2	Mousse primaire (jusqu'à 500 g)	_____ \$/ch	50 échantillons
3	Mousse secondaire (jusqu'à 100 g)	_____ \$/ch	50 échantillons
4	Mixtes (jusqu'à 1,5 L)	_____ \$/ch	50 échantillons
5	Résidus (jusqu'à 1000 g)	_____ \$/ch	50 échantillons
6	Résidus fins mûrs (100 à 500 g)	_____ \$/ch	100 échantillons
<b>B</b>	<b>Analyse des particules</b>		
1a.	Minerai (jusqu'à 80 g) par tamis	_____ \$/ch	50 échantillons
1b.	Minerai (jusqu'à 80 g) par diffusion de la lumière laser	_____ \$/ch	50 échantillons
2a.	Résidus (jusqu'à 1000 g) par tamis	_____ \$/ch	50 échantillons
2b.	Résidus (jusqu'à 1000 g) par diffusion de la lumière laser	_____ \$/ch	50 échantillons
3a.	Résidus fins mûrs par tamis	_____ \$/ch	100 échantillons
3b.	Résidus fins mûrs par diffusion de la lumière laser	_____ \$/ch	100 échantillons
<b>C</b>	<b>Pourcentage des fines</b>		
1	Mixtes (jusqu'à 1,5 L) par tamis	_____ \$/ch	50 échantillons
2	Mixtes (jusqu'à 1,5 L) par diffusion de la lumière laser	_____ \$/ch	50 échantillons
<b>D</b>	<b>Analyse du titrage au bleu de méthylène</b>		
1	Minerai (jusqu'à 80 g)	_____ \$/ch	50 échantillons
2	Mixtes (jusqu'à 1,5 L)	_____ \$/ch	50 échantillons
3	Résidus (jusqu'à 1000 g)	_____ \$/ch	50 échantillons
4	Résidus fins mûrs (100 à 500 g)	_____ \$/ch	100 échantillons
<b>E</b>	<b>Autres exigences</b>		
1	Retour des solides (prix incluant les récipients des échantillons, l'étiquetage, les frais de transport jusqu'à CanmetÉNERGIE, au besoin, etc.)	_____ \$/ch	350 échantillons
<b>E</b>	<b>Autres exigences</b>		

**TROISIÈME ANNÉE :**

	Description	Année 3	Estimation de l'utilisation annuelle
<b>A</b>	<b>Analyse Dean Stark</b>		
1	Minerai (jusqu'à 80 g)	_____ \$/ch	50 échantillons
2	Mousse primaire (jusqu'à 500 g)	_____ \$/ch	50 échantillons
3	Mousse secondaire (jusqu'à 100 g)	_____ \$/ch	50 échantillons
4	Mixtes (jusqu'à 1,5 L)	_____ \$/ch	50 échantillons
5	Résidus (jusqu'à 1000 g)	_____ \$/ch	50 échantillons
6	Résidus fins mûrs (100 à 500 g)	_____ \$/ch	100 échantillons
<b>B</b>	<b>Analyse des particules</b>		
1a.	Minerai (jusqu'à 80 g) par tamis	_____ \$/ch	50 échantillons
1b.	Minerai (jusqu'à 80 g) par diffusion de la lumière laser	_____ \$/ch	50 échantillons
2a.	Résidus (jusqu'à 1000 g) par tamis	_____ \$/ch	50 échantillons
2b.	Résidus (jusqu'à 1000 g) par diffusion de la lumière laser	_____ \$/ch	50 échantillons
3a.	Résidus fins mûrs par tamis	_____ \$/ch	100 échantillons
3b.	Résidus fins mûrs par diffusion de la lumière laser	_____ \$/ch	100 échantillons
<b>C</b>	<b>Pourcentage des fines</b>		
1	Mixtes (jusqu'à 1,5 L) par tamis	_____ \$/ch	50 échantillons
2	Mixtes (jusqu'à 1,5 L) par diffusion de la lumière laser	_____ \$/ch	50 échantillons
<b>D</b>	<b>Analyse du titrage au bleu de méthylène</b>		
1	Minerai (jusqu'à 80 g)	_____ \$/ch	50 échantillons
2	Mixtes (jusqu'à 1,5 L)	_____ \$/ch	50 échantillons
3	Résidus (jusqu'à 1000 g)	_____ \$/ch	50 échantillons
4	Résidus fins mûrs (100 à 500 g)	_____ \$/ch	100 échantillons
<b>E</b>	<b>Autres exigences</b>		
1	Retour des solides (prix incluant les récipients des échantillons, l'étiquetage, les frais de transport jusqu'à CanmetÉNERGIE, au besoin, etc.)	_____ \$/ch	350 échantillons



**ANNEXE « C »**  
**RAPPORT D'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES**

Faire parvenir à: WST-PA-EDM@pwgsc-tpsgc.gc.ca or Fax to: (780) 497-3510

**Calendrier des rapports trimestriels d'utilisation:**

Premier trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

Deuxième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;

Troisième trimestre : du 1er janvier au 31 mars;

Quatrième trimestre : du 1er avril au 30 juin.

**RAPPORT SUR LE NOMBRE D'AFFAIRES CONCLUES AVEC LES MINISTÈRES OU ORGANISMES  
DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL**

FOURNISSEUR:

N° DE L'OFFRE À COMMANDES

MINISTÈRE OU ORGANISME:

Période de référence

Élément n°	Description de la commande	Valeur de la commande	TPS/TVH

A) Valeur totale en dollars des commandes pour la période de référence:	
B) Commandes totales accumulées à ce jour:	
(A+B) Commandes totales accumulées:	

**AUCUN RAPPORT:** Nous n'avons pas conclu d'affaires avec le gouvernement du Canada pour cette période [   ]

PRÉSENTÉ PAR: \_\_\_\_\_

Nom: \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone: \_\_\_\_\_

SIGNATURE: \_\_\_\_\_

DATE: \_\_\_\_\_

---

## **ANNEXE « D » EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE**

### **A) Assurance de responsabilité civile commerciale**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
  - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
  - c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
  - d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
  - e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
  - g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
  - h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
  - i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
  - j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

- 
- k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m) Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

---

## **ANNEXE « E »**

### **PROCESSUS D'ÉVALUATION, ÉVALUATION FINANCIÈRE ET MÉTHODE DE SÉLECTION DE L'ENTREPRENEUR**

#### **PARTIE A) PROCESSUS D'ÉVALUATION :**

##### **Phase 1 : Critères techniques obligatoires**

Chaque proposition sera examinée afin de déterminer si elle répond à tous les critères obligatoires. Les propositions qui ne satisfont pas aux critères obligatoires ne seront pas retenues et seront considérées comme non conformes. Les propositions qui satisfont à tous les critères obligatoires seront traitées à la phase 2.

##### **Phase 2 : Essais de précision en laboratoire**

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) enverra à l'offrant qualifié qui a réussi la phase 1 des échantillons fournis par CanmetÉNERGIE. L'offrant aura 14 jours à partir de la réception pour réaliser l'analyse exigée. L'offrant fournira ensuite à TPSGC les résultats des échantillons pour évaluation.

***Si l'offrant ne fournit pas les résultats pour évaluation dans les 14 jours de la réception des échantillons, sa soumission sera considérée comme non recevable et sera exclue du processus d'évaluation.***

Les propositions qui présentent les résultats à l'autorité contractante de TPSGC dans le délai prévu passeront à la phase 3.

##### **Phase 3 : Évaluation des échantillons**

Les résultats de l'offrant seront comparés à l'échantillon standard de CanmetÉNERGIE pour cet échantillon précis. Un pourcentage de précision sera calculé pour chaque résultat présenté par échantillon. Le pourcentage de précision globale pour chaque échantillon sera calculé en additionnant chaque pourcentage de précision des résultats et en divisant par 7. La note technique sera calculée en additionnant les résultats de pourcentage de précision globale pour les trois échantillons et en divisant par 3 pour obtenir une moyenne. Lorsque la note technique sera déterminée, les propositions passeront à la partie B.

#### **PARTIE B) ÉVALUATION FINANCIÈRE**

L'évaluation financière sera effectuée conformément à l'annexe E de la partie B. Lorsque l'évaluation financière sera terminée, les offrants passeront à la partie C.

#### **PARTIE C) MÉTHODE DE SÉLECTION**

La méthode de sélection sera effectuée conformément à l'annexe E de la partie C. Lorsque la sélection de l'entrepreneur sera terminée, l'offrant passera à la partie D.

#### **PARTIE D) CONDITIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES**

La soumission recevable obtenant la cote la plus élevée combinant le mérite technique et le prix recevra un avis écrit afin de fournir l'information requise à la partie 5, Attestation, en tant que condition préalable à l'émission d'une offre à commandes. Si l'information requise est reçue à la date et à l'heure précisées et si la proposition respecte les conditions préalables à l'émission d'une offre à commandes, l'offre passe à la partie E.

#### **PARTIE E : ÉMISSION D'UNE CONVENTION D'OFFRE À COMMANDES**

L'offrant qui se conforme à toutes les conditions préalables à l'émission d'une offre à commandes se voit émettre une convention d'offre à commandes.

## **PARTIE A) PROCESSUS D'ÉVALUATION**

Le processus d'évaluation pour cette exigence se fera en trois phases : phase 1, critères obligatoires à la date de clôture de l'invitation à soumissionner; phase 2, essais de précision en laboratoire et phase 3, évaluation des échantillons.

### **PHASE 1 – Critères techniques obligatoires**

Si les exigences obligatoires suivantes ne sont pas respectées à la date de clôture de l'invitation à soumissionner, votre proposition sera considérée comme non conforme et ne sera pas retenue.

1. Capacité à réaliser les quatre analyses requises indiquées dans l'énoncé des travaux

Type d'analyse	Oui	Non
Dean Stark		
Distribution granulométrique		
Pourcentage des fines (+/-45 µm)		
Bleu de méthylène		

2. L'offrant doit préciser les méthodes à utiliser pour la « distribution granulométrique » et le « pourcentage des fines »
3. L'offrant doit préciser la capacité d'une cartouche Dean Stark

**\* SEUL l'offrant qui réussit la phase 1 passera à la phase 2 du processus d'évaluation.**

### **PHASE 2 – Essais de précision en laboratoire**

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) enverra à l'offrant qui a réussi la phase 1 des échantillons fournis par CanmetÉNERGIE. L'offrant aura 14 jours à partir de la réception pour réaliser l'analyse exigée. L'offrant fournira à l'autorité contractante de TPSGC les résultats pour évaluation.

#### **Échantillons**

Trois échantillons seront disponibles pour l'analyse Dean Stark. Les solides récupérés de l'analyse Dean Stark devront être soumis à l'analyse au bleu de méthylène. Tous les échantillons seront analysés aux frais de l'offrant.

#### **Résultats**

L'offrant doit remplir le tableau 1 – Résultats de l'échantillon pour la PHASE 2 ci-dessous avec ses résultats de l'analyse des échantillons et fournir les résultats à **l'autorité contractante de TPSGC** par courriel ou télécopieur dans les 14 jours de la réception des échantillons.

Tous les minéraux non utilisés doivent être retournés à **l'autorité contractante de TPSGC par la poste lorsque les essais de précision en laboratoire ont été réalisés**. Un numéro de compte Purolator sera fourni à l'offrant pour retourner tous les minéraux non utilisés.

***Si l'offrant ne fournit pas les résultats de l'analyse des échantillons pour évaluation dans les 14 jours de la réception des échantillons, sa soumission sera considérée comme non recevable et sera exclue du processus d'évaluation.***

**Tableau 1 – Résultats de l'échantillon pour la PHASE 2**

Chaque offrant doit remplir ce tableau.

Identification de l'échantillon	Dean Stark					Methylene Blue		
	Poids de l'échantillon	Pourcentage de bitume	Pourcentage de minéraux	Pourcentage d'eau	Bitume récupéré (g)	Minéraux récupérés (g)	Eau récupérée (g)	mEq/100 g solides
1								
2								
3								

**PHASE 3 – Évaluation de l'échantillon****Évaluation de l'échantillon de l'offrant résultant de la PHASE 2**

Les résultats de l'offrant seront comparés à l'échantillon standard de CanmetÉNERGIE pour cet échantillon précis; un pourcentage de précision globale sera calculé pour chaque échantillon.

Le pourcentage de précision doit être de 100 +/-10 % pour chaque composante de chaque échantillon pour que les résultats soient considérés comme acceptables. Si le résultat d'une seule composante dans un échantillon est supérieur à 100 +/-10 %, alors l'échantillon entier méritera un zéro pour le pourcentage de précision globale de cet échantillon.

**Évaluation de l'échantillon**

<b>Échantillon 1</b>	<b>Résultats de l'offrant pour l'échantillon 1</b>	<b>Échantillon 1 standard de CanmetÉNERGIE</b>	<b>Pourcentage de précision pour l'échantillon 1</b>
<b>Pourcentage de bitume</b>			
<b>Pourcentage de solides</b>			
<b>Pourcentage d'eau</b>			
<b>Bitume récupéré (g)</b>			
<b>Solides récupérés (g)</b>			
<b>Eau récupérée (g)</b>			
<b>Bleu de méthylène mEq/100 g de solides</b>			
<b>Pourcentage de précision globale pour l'échantillon 1</b>			

<b>Échantillon 2</b>	<b>Résultats de l'offrant pour l'échantillon 2</b>	<b>Échantillon 2 standard de CanmetÉNERGIE</b>	<b>Pourcentage de précision pour l'échantillon 2</b>
<b>Pourcentage de bitume</b>			
<b>Pourcentage de solides</b>			
<b>Pourcentage d'eau</b>			
<b>Bitume récupéré (g)</b>			
<b>Solides récupérés (g)</b>			
<b>Eau récupérée (g)</b>			
<b>Bleu de méthylène mEq/100 g de solides</b>			
<b>Pourcentage de précision globale pour l'échantillon 2</b>			

Échantillon 3	Résultats de l'offrant pour l'échantillon 3	Échantillon 3 standard de CanmetÉNERGIE	Pourcentage de précision pour l'échantillon 3
Pourcentage de bitume			
Pourcentage de solides			
Pourcentage d'eau			
Bitume récupéré (g)			
Solides récupérés (g)			
Eau récupérée (g)			
Bleu de méthylène mEq/100 g de solides			
Pourcentage de précision globale pour l'échantillon 3			

- a) Pour obtenir le pourcentage de précision pour chaque résultat présenté par échantillon, le pourcentage de précision sera calculé à l'aide de la formule suivante :

$$\text{Pourcentage de précision} = 1 - \frac{(\text{résultat de l'offrant} - \text{échantillon standard de CanmetÉNERGIE})}{\text{Échantillon standard de CanmetÉNERGIE}}$$

- b) Le pourcentage de précision globale pour chaque échantillon sera calculé en additionnant le pourcentage de précision de chaque résultat et en divisant par 7. Ce calcul sera effectué pour les trois résultats d'analyse des échantillons.
- c) La note technique sera calculée en additionnant les trois résultats du pourcentage de précision globale et en divisant par 3 pour obtenir la moyenne. La moyenne sera considérée comme la note technique.

	Pourcentage de précision globale
Échantillon 1	
Échantillon 2	
Échantillon 3	
<b>NOTE TECHNIQUE =</b> (pourcentage de précision globale de l'échantillon 1 + pourcentage de précision globale de l'échantillon 2 + pourcentage de précision globale de l'échantillon 3) ÷ 3	



---

## **PARTIE B) ÉVALUATION FINANCIÈRE**

### **POUR DES FINS D'ÉVALUATION SEULEMENT**

Le prix total évalué offert sera déterminé à l'aide des taux fournis à l'annexe B des modalités de paiement et sera calculé comme suit :

- (a) Pour les articles A à E inclusivement, les prix unitaires seront multipliés pour l'utilisation estimée annuelle pour chacune des trois années en fonction de l'annexe B des modalités de paiement.
- (b) Les résultats des calculs en (a) ci-dessus seront additionnés afin d'obtenir le prix total évalué offert.

## **PARTIE C) MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **Méthode de sélection – cote la plus élevée combinant le mérite technique et le prix**

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :

- (a) se conformer à toutes les exigences de la demande de soumissions;
- (b) respecter tous les critères obligatoires;
- (c) réaliser les analyses d'échantillons exigées et fournir les résultats pour évaluation dans les 14 jours suivant la réception des échantillons.

2. Les soumissions qui ne respectent pas les exigences citées en (a), (b) et (c) seront déclarées non recevables.

3. L'évaluation sera fondée sur la cote de recevabilité la plus élevée combinant le mérite technique et le prix. Le ratio sera de 60 % pour le mérite technique et de 40 % pour le prix.

4. Pour établir la note du mérite technique, les pourcentages de précision globale des trois échantillons seront additionnés et divisés par 3 pour déterminer la moyenne. Cette moyenne sera considérée comme la note technique.

[Note technique = (pourcentage de précision globale de l'échantillon 1 + pourcentage de précision globale de l'échantillon 2 + pourcentage de précision globale de l'échantillon 3) ÷ 3]

Note technique multipliée par le ratio de 60 %

5. Pour établir la note du prix, chaque soumission recevable sera calculée au prorata en fonction du prix évalué le plus bas et du ratio de 40 %.

6. Pour chaque soumission recevable, la note du mérite technique et la note du prix seront additionnées pour déterminer la cote combinée.

7. La soumission recevable obtenant la note technique la plus élevée et celle dont le prix évalué est le plus bas ne seront pas nécessairement acceptées. La soumission recevable ayant la cote la plus élevée combinant le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'émission d'une convention d'offre à commandes.

**EXEMPLE :**

Critère d'évaluation établi dans la demande d'offre à commandes :

- Nombre maximal de points techniques disponibles = 100
- Ratio d'importance - Mérite = 60 %
- Prix = 40 %

L'offrant retenu doit obtenir le total de points le plus élevé en additionnant les points cotés de mérite (points techniques) et du prix.

Propositions recevables	Proposition 1	Proposition 2	Proposition 3
Points techniques	95,03	94,22	88,98
Prix	400 000 \$	425 000 \$	350 000 \$

Calcul de la cote combinée :			
	Points techniques	Points de prix	Total des points
Proposition 1	$\frac{95,03 \times 60}{100} = 57,02$	$\frac{350\,000 \$ \times 40}{400\,000 \$} = 35$	92,02
Proposition 2	$\frac{94,22 \times 60}{100} = 56,53$	$\frac{350\,000 \$ \times 40}{425\,000 \$} = 32,94$	89,47
Proposition 3	$\frac{88,98 \times 60}{100} = 53,39$	$\frac{350\,000 \$ \times 40}{350\,000 \$} = 40$	93,39
La proposition 3 l'emporte			

Solicitation No. - N° de l'invitation

23295-130049/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

edm002

Client Ref. No. - N° de réf. du client

23295-130049

File No. - N° du dossier

EDM-2-35079

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

**ANNEXE « F »**  
**CONSENTEMENT À LA VÉRIFICATION DE L'EXISTENCE D'UN CASIER JUDICIAIRE**

Veuillez consulter le formulaire 229 de consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire ci-joint.



**FOR GOVERNMENT USE ONLY  
POUR USAGE DU GOUVERNEMENT SEULEMENT**

Special Investigations Directorate File No.  
N° de dossier de la Direction des enquêtes spéciales

Date Received (Y-A M D-J)  
Date de réception

**CONSENT TO A CRIMINAL RECORD VERIFICATION  
CONSENTEMENT À LA VÉRIFICATION DE L'EXISTENCE D'UN CASIER JUDICIAIRE**

**This form must be completed and signed by each individual who is currently on the Board of Directors of the Bidder/Offerrer/Supplier and provided with the Bid/Offer/Arrangement.**

**Le présent formulaire doit être rempli et signé par chaque membre du conseil d'administration du soumissionnaire/ de l'offrant/du fournisseur et fourni avec la soumission/l'offre/l'arrangement.**

**A**

**PRIVACY ACT STATEMENT  
ÉNONCÉ CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

The personal information requested on this form is collected under the authority of subsection 750(3) of the *Criminal Code*, paragraph 42(1(c)) of the *Financial Administration Act*, and sections 7 and 21 of the *Department of Public Works and Government Services Act*. The information will be used for validating the criminal conviction certifications necessary for obtaining or maintaining a procurement instrument. It may be shared with other government departments, agencies, as well as provincial, territorial, and federal courts, within the limits of what is required to conduct the criminal conviction verification.

Les renseignements personnels demandés dans le présent formulaire sont recueillis en vertu du paragraphe 750(3) du *Code criminel*, du paragraphe 42(1(c)) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et des articles 7 et 21 de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*. Ces renseignements seront utilisés pour valider les attestations de condamnation au criminel nécessaires pour obtenir ou conserver un instrument d'approvisionnement. Les renseignements peuvent être diffusés à d'autres ministères et organismes fédéraux, ainsi qu'à des tribunaux provinciaux, territoriaux et fédéraux, dans les limites de ce qui est requis pour la vérification des condamnations au criminel.

A refusal to provide information will result in the bid/offer/arrangement being rejected or the contract terminated, the standing offer being set-aside or the supply arrangement being cancelled, as applicable.

À défaut de fournir les renseignements demandés, la soumission/l'offre/l'arrangement sera rejeté ou le contrat résilié, l'offre à commandes sera mise de côté ou l'arrangement en matière d'approvisionnement sera annulé, selon le cas.

The personal information is described in personal information bank PWGSC PPU 184 - Integrity Assessment Program. Individuals have a right of access to, correction of and protection of their information in accordance with the *Privacy Act*.

Les renseignements personnels sont décrits dans les fichiers de renseignement personnels n° TPSGC PPU 184 - Programme de l'évaluation de l'intégrité. Les personnes ont le droit d'accéder aux renseignements personnels qui les concernent, ainsi que de les faire corriger ou protéger, conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

**B**

**BIOGRAPHICAL INFORMATION - Must be completed by the individual  
RENSEIGNEMENTS BIOGRAPHIQUES - À remplir par l'individu**

Family Name (Last Name) - Nom (de famille)

Family Name at Birth - Nom de famille à la naissance

Full Given Names (No initials) - Prénoms au complet (aucune initiale)

All other previously used names (i.e. maiden name, previously married names, legal name change, nicknames)  
Tout autre nom utilisé (tel que nom de jeune fille, noms maritaux précédents, changement de nom légaux, sobriquets)

Gender - Sexe

☐

Male  
Masculin

☐

Female  
Féminin

Date of Birth - Date de naissance (Y-A M D-J)

**Current Residential Information  
Information résidentielle actuelle**

Apartment No. - N° d'appartement

Street No. - N° civique

Street Name - Nom de la rue

City - Ville

Province

Postal Code - Code postal

<b>C</b>	<b>CONSENT - Must be signed by the individual CONSENTEMENT - Doit être signé par l'individu</b>
----------	---

I, the undersigned, confirm that I have read and understand the above *Privacy Act* statement and that I consent to the collection and use of my personal information as described therein.

Je, soussigné, confirme avoir pris connaissance de l'Énoncé concernant la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et consens à la collecte et à l'utilisation des renseignements personnels fournis aux présentes.

Signature	
Print Name - Nom en lettres moulées	Date (Y-A M D-J)

<b>D</b>	<b>ADMINISTRATIVE INFORMATION - Internal Government Use Only RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS - Pour usage interne du gouvernement seulement</b>	
Requesting Branch/Sector/Directorate/Division - Direction générale/Secteur/Direction/Division requérante		
Solicitation/Proposed Contract No. - N° de la demande de soumission/N° du contrat		Date of Request (Y-A M D-J) Date de la demande
Requesting Contact Person - Personne-ressource requérante		Contact Person Tel. No. - N° de tél. de la personne-ressource